

Le Mali à la croisée des chemins

Les artisans de la paix parlent des causes du conflit
violent et des perspectives de paix

Juillet 2018



Martha de Jong-Lantink

Remerciements

Auteur principal

Richard Reeve est Directeur Général de l'Oxford Research Group. Il a fait des recherches sur les questions de paix et conflits en Afrique occidentale pendant plus de 15 ans, et a publié de nombreux écrits sur le Mali et la région sahélo-saharienne.

Remerciements

Nous remercions Richard Reeve, auteur principal de ce rapport, ainsi que Dimitri Kotsiras pour ses contributions. L'atelier Mali Peace Exchange a été organisé par Léo Vuillermoz, Dimitri Kotsiras et Ruairi Nolan pour Peace Direct et Boubacar Thera, Nana Traoré, Yacouba Simbé et Aiché Diop pour le Réseau Ouest Africain pour l'édification de la paix (WANEP). Nous n'aurions pas pu compiler ce rapport sans leur aide et leurs réflexions éclairées, ou sans la participation enthousiaste de tous les artisans de la paix maliens présents à l'atelier Peace Exchange. Nous aimerions remercier Bridget Moix, Claudia Elliot, Samuel Lobb, Celia Chambelland et Sarah Phillips pour leur soutien rédactionnel. Nous remercions aussi Céline Graciet pour son soutien pour la traduction de ce rapport.

Contents

Sommaire	XX
Abréviations	XX
Liste des graphiques	XX
Résumé exécutif	XX
1. Introduction	XX
2. Méthodologie	XX
3. Le contexte du conflit malien	XX
4. Les principaux défis pour la paix au Mali	XX
4.1 Absence du gouvernement et des services sociaux	XX
4.2 Mauvaise qualité de la gouvernance et de la justice	XX
4.3 Pauvreté, chômage et conflits de ressources	XX
4.4 Influences radicales	XX
5. Perspective régionale et sexospécifique de la situation au Mali	XX
6. Le rôle des artisans de la paix locaux	XX
6.1 L'importance des artisans de la paix locaux	XX
6.2 Les défis posés aux artisans de la paix locaux	XX
6.3 Les OSC maliennes et l'État	XX
7. Conclusions et recommandations	XX
Organisations participantes	XX

Abréviations

ACLED	Armed Conflict Location and Event Data	FAMa	Forces armées maliennes
AJCET	Association des jeunes contre l'enrôlement dans le terrorisme	MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique	MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
OSC	Organisation de la société civile	ONG	Organisation non-gouvernementale
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration	ONU	Organisation des Nations unies
ONGI	Organisations non-gouvernementales internationales	WANEP	Réseau Ouest Africain pour l'édification de la paix
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara		

Liste des graphiques

- Graphique 1: Nombre de victimes du conflit armé par région, 2010-2018. Source: Données de l'ACLED
- Graphique 2: Proportion de victimes du conflit armé par zone géographique, 2009-2018. Source: Données de l'ACLED
- Graphique 3: Taux de participation aux élections nationales maliennes, 1992-2013. Source: Base de données des élections africaines
- Graphique 4: Menaces à la paix et à la sécurité par zone géographique, mai 2018. Source: études réalisées avant et après l'atelier Mali Peace Exchange
- Graphique 5: Menaces à la paix et à la sécurité selon le sexe, mai 2018. Source: études réalisées avant et après l'atelier Mali Peace Exchange

Résumé exécutif

Le Mali fait face à un conflit toujours plus violent, qui s'est répandu des régions sahéliennes du nord-ouest au centre du pays. En 2018, la violence qui touche le pays est plus intense et plus généralisée que pendant la crise très médiatisée de 2012-2013.

Il ne s'agit pas d'une guerre civile au sens traditionnel du terme, mais d'une crise sécuritaire multidimensionnelle et complexe, composée de micro-conflits interconnectés. Les communautés se fragmentent en factions armées rivales et les atrocités deviennent courantes. En 2013, l'intervention d'une force militaire internationale a été suivie d'une transition démocratique. Pourtant, cinq ans plus tard, l'élection présidentielle du 29 juillet représente à la fois une menace à court terme pour la stabilité politique et à plus long terme, une opportunité de rebâtir l'État et la société du Mali.

Peace Direct a lancé son activité au Mali fin 2017, en collaboration avec le bureau national du Réseau Ouest Africain pour l'édification de la paix (WANEP). Avec plus de 500 organisations membres dans toute l'Afrique de l'Ouest, le WANEP est bien placé pour améliorer la coordination entre la société civile locale et les organisations dirigées par les femmes dans la région. Grâce au renforcement des capacités et à la coordination des organisations de la société civile, Peace Direct soutiendra les efforts du WANEP pour améliorer la sécurité et la cohésion sociale dans les communautés.

Ce rapport présente les constats du premier atelier Peace Exchange organisé par Peace Direct à Bamako («Peace Exchange»), qui a rassemblé 20 représentants d'organisations d'édification de la paix travaillant sur le terrain dans l'ensemble du Mali. Ils ont parlé des moteurs du conflit violent, des opportunités et des défis. Il s'inspire également des résultats d'une étude qualitative disséminée par des organisations partenaires au sein de leurs réseaux locaux d'édification de la paix dans tout le Mali, et de trois entretiens approfondis avec des participants du Peace Exchange. De plus, ce rapport a exploité les données quantitatives de la base de données Armed Conflict Location and Event Data Project afin de présenter une perspective locale des défis posés au peuple et aux communautés du Mali pour bâtir un environnement sûr leur permettant de vivre dans la dignité.

Constats principaux

Les artisans de la paix maliens identifient trois moteurs primaires et durables du conflit violent au Mali, à savoir:

- La présence très faible de l'État dans presque toutes les régions du pays, y compris les structures administratives, policières et judiciaires et la prestation de services sociaux de base comme les soins de santé et l'éducation.
- La mauvaise qualité de la gouvernance et de la justice au Mali, caractérisées par la corruption et l'impunité.
- La pauvreté généralisée, le sous-développement et le chômage, et notamment leur impact sur les jeunes.

Les artisans de la paix locaux ont aussi identifié des moteurs dynamiques du conflit violent, le principal étant la propagation d'idéologies radicales. Cela ne renvoie pas simplement aux mouvements islamistes radicaux, qui sont devenus plus actifs dans le Centre et le Nord du Mali pendant cette décennie, mais aussi aux groupes politiques et armés radicaux se définissant par leur appartenance à une ethnie, comme le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). Parmi les autres facteurs dynamiques, on compte les conflits violents dans d'autres régions d'Afrique du Nord et de l'Ouest et leur impact sur le trafic d'armes et de stupéfiants, la migration (à l'intérieur, à travers et hors du Mali) et les tensions au moment des élections.

Pendant le Peace Exchange, il est devenu manifeste que les perceptions des principaux défis posés au Mali diffèrent en fonction des régions. Les Maliens du Nord et du Centre se sentent plus menacés par les groupes armés et le conflit ethnique que les Maliens du sud, ce qui reflète leur expérience personnelle de la violence. Alors que les Maliens du Nord sont plus nombreux à s'inquiéter de

l'impunité criminelle et de l'insécurité économique, les Maliens du Centre mettent les tensions ethniques et les conflits fonciers au premier rang de leurs préoccupations. Pour les Maliens du Sud, la corruption et la sécurité économique sont d'importants problèmes. Les hommes et les femmes avaient des perceptions différentes de ces challenges, les femmes s'inquiétant plus de la violence basée sur le sexe et des abus perpétrés par les agences du gouvernement ou les forces de sécurité.

Compte tenu de la nature fragmentée et décentralisée du conflit violent au Mali, le Peace Exchange a conclu que les organisations d'édification de la paix sur le terrain jouent un rôle fondamental.

Les participants ont identifié quatre grands atouts des artisans de la paix:

- Leurs connaissances du terrain: ce sont «les yeux et les oreilles de la communauté».
- Leur légitimité à l'échelle locale, car ce sont «les premières victimes» des conflits locaux.
- Leur capacité de réponse rapide, souvent en l'absence d'une présence efficace de l'État.
- Leur sensibilité culturelle: ils parlent les langues locales et comprennent les formes traditionnelles de l'autorité et de la résolution des conflits.

Cela dit, les artisans de la paix locaux du Mali doivent faire face à des problèmes de taille, le plus direct étant le risque de se faire menacer ou cibler par des acteurs violents. Ils rencontrent aussi des difficultés pour accéder aux ressources, et notamment aux ressources financières, et doivent faire face à un manque de personnel formé et de moyens logistiques et au refus du gouvernement et des forces de sécurité de partager des informations. Il sera nécessaire de surmonter la méfiance qui règne entre la société civile et les élus locaux. De nouveaux liens devront être forgés entre le gouvernement national, les forces de sécurité nationales, les donateurs internationaux et les organisations d'édification de la paix locales pour garantir un bon partage d'informations.

Recommandations

À l'issue du Peace Exchange, les artisans de la paix locaux du Mali ont fait les recommandations suivantes pour bâtir un Mali plus stable et plus paisible, et pour aider au mieux les organisations d'édification de la paix locale dans leur travail vital:

1. Recommandations pour les acteurs nationaux

- Donner la priorité à l'éducation civique, en se focalisant sur le développement d'un «esprit de paix» commun.
- Créer des opportunités d'emploi dans tout le Mali, surtout pour les jeunes.
- Accélérer le rythme et l'ampleur de la réintégration des ex-combattants, y compris dans ses dimensions économique et sociale.
- Garantir la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent¹ en soutenant des initiatives dans les communautés.
- Créer des mécanismes fiables et éprouvés pour partager les informations entre les forces de sécurité nationales, la société civile et la population locale.
- Renforcer les cadres de dialogue entre l'État et les organisations de la société civile (OSC) aux niveaux national, régional et communal.
- Au minimum, respecter les consignes légales de participation des femmes et des jeunes en mettant en œuvre l'Accord de paix d'Alger.²

2. Recommandations pour les acteurs internationaux

- Aller au-delà des interventions militaires pour bâtir une société et un État plus résilients au Mali, en offrant des réponses autres que sécuritaires, comme l'investissement dans l'infrastructure, l'éducation et la santé.
- S'engager à soutenir la consolidation d'une présence étatique fonctionnelle dans toutes les communes du Mali afin d'élargir graduellement la gamme de services fournis par l'État.
- Soutenir la paix et la réconciliation, qui doit être une priorité sur le plan national et non pas seulement dans le Nord ou entre le Nord et le Sud.
- Donner la priorité aux femmes, aux jeunes et aux organisations sur le terrain dans les actions de construction d'un Mali plus paisible. Ils forment la majorité d'une population largement rurale et représentent le potentiel futur du Mali.
- Visiter les régions et OSC locales du Mali pour mieux comprendre les contextes politiques, économiques et sociaux sur le terrain.
- Proposer des formations et un accompagnement pour renforcer les capacités des organisations d'édification de la paix locales dans tout le Mali.

1 En janvier 2018, le gouvernement du Mali a adopté la Politique Nationale de Prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, et son plan d'action. La politique est basée sur des principes de bonne gouvernance, l'égalité des genres, la promotion des droits de l'homme et la protection des victimes de terrorisme, et elle sera mise en œuvre et surveillée avec le soutien du bureau des Nations Unies contre le terrorisme, et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies (MINUSMA).

2 Signé en juin 2015, l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali était le produit de deux ans du dénommé 'processus de paix d'Alger', où l'Algérie a joué un rôle essentiel dans les négociations de paix. Dans la suite du texte il sera fait référence à cet accord comme «l'Accord de paix d'Alger.»



1. Introduction

Le Mali n'est pas le théâtre d'une guerre civile au sens traditionnel, mais d'une série de conflits locaux plus ou moins interconnectés. Un conflit qui, au départ, était surtout localisé dans les régions du Nord du Mali en 2011-2013, a progressivement gagné la totalité du pays en 2015.

Actuellement, ce pays est le théâtre d'une série de micro-conflits interconnectés impliquant des acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux. En dépit de l'aggravation et de la propagation de la tension et de menaces sécuritaires importantes, des efforts ont été réalisés pour amener la paix et la réconciliation au Mali. En juin 2015, l'«Accord pour la paix et la réconciliation au Mali» a été signé. Il est issu du processus d'Alger, période de négociation de deux ans entre le gouvernement malien et les groupes armés visant à amener la paix et la stabilité dans le pays. Depuis la signature de cet accord, des progrès ont été réalisés pour mettre en œuvre une Politique nationale de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, adoptée en 2018.

En collaboration avec son partenaire, le Réseau Ouest Africain pour l'édification de la paix (WANEP), Peace Direct a rassemblé 20 artisans de la paix locaux lors d'un atelier Peace Exchange organisé en mai 2018 à Bamako afin d'explorer ces dynamiques. Ce rapport analyse les conflits violents au Mali à travers les voix d'artisans de la paix locaux présents au Peace Exchange. Pendant cet atelier, les participants ont évalué à la fois les risques de conflit au Mali et les capacités locales existantes pour consolider la paix. Ces discussions forment la base de l'analyse et des recommandations de ce rapport. Elles sont mises en évidence dans le résumé exécutif.

La Section 1 du rapport fournit une vue d'ensemble des conflits au Mali, y compris les principales régions touchées et les influences externes qui ont contribué à la propagation et à l'aggravation de la violence.

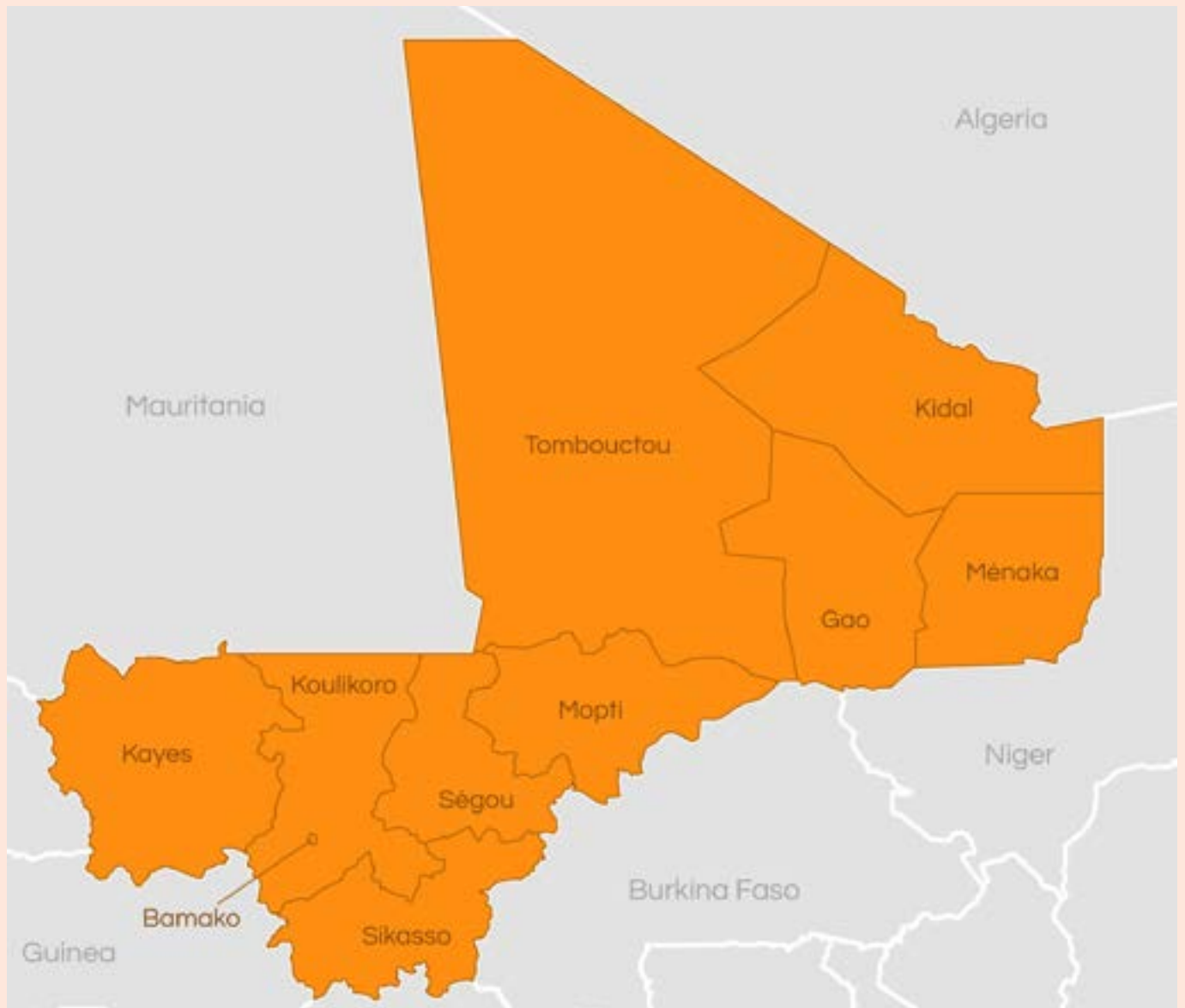
La Section 2 décrit les principaux défis de la paix au Mali tels qu'ils sont identifiés par les artisans de la paix maliens locaux. Ils comprennent les obstacles sociaux, environnementaux et économiques à la construction de la paix et de la stabilité dans le pays.

Compte tenu du fait que la crise actuelle au Mali se caractérise par des conflits multiples et des expériences diverses de la sécurité, il n'est pas surprenant que les artisans de la paix locaux aient des perceptions différentes de la paix et de la sécurité en fonction de la région où ils vivent. La Section 3 donne une vue d'ensemble des variations de perception des défis à la paix et à la sécurité au Mali selon le genre et la zone géographique.

Le Peace Exchange a donné aux artisans de la paix de tout le pays la chance de partager les défis auxquels ils doivent faire face et leurs perceptions de la situation dans l'ensemble du pays, mais aussi d'échanger des solutions locales pour renforcer la paix dans leurs communautés. La capacité des organisations de la société civile à identifier les moteurs spécifiques de la violence offre le potentiel de créer les espaces et les solutions menant au changement sur le terrain et à une paix durable. La Section 4 analyse l'importance du rôle joué par les artisans de la paix locaux, les défis auxquels ils font face et les stratégies qu'ils ont développées pour empêcher les conflits violents et y répondre.

Reconnaissant les avantages uniques des organisations de consolidation de la paix locales et les défis importants auxquels elles font face au Mali, la dernière section du rapport contient plusieurs recommandations spécifiques pour les acteurs nationaux et internationaux souhaitant renforcer la paix et la stabilité. Des investissements dans l'éducation et la formation, la mise en priorité des jeunes et des femmes et le renforcement du dialogue entre l'État et la société civile: autant de priorités pour améliorer les perspectives de paix au Mali et offrir le meilleur soutien possible aux organisations locales d'édification de la paix dans leur travail vital.

Mali faits clés



Le Mali est un pays sans accès à la mer de l'Afrique de l'Ouest sahélienne. Il compte

neuf régions

Il compte

18,541,980
habitants

Son PIB par habitant est de

\$824.5

Le PIB par habitant en Afrique subsaharienne est de

\$1,553.8

Son index de développement humain (IDH) est de 0.442, ce qui le place au

175^e

rang du classement

Chiffres de 2017 de la Banque Mondiale





2. Méthodologie

Participants du Peace Exchange à Bamako, Mali. Mai 2018

Ce rapport se base sur les discussions menées lors de l'atelier Peace Exchange organisé par Peace Direct et son partenaire, le Réseau Ouest Africain pour l'édification de la paix (WANEP) à Bamako du 8 au 10 mai 2018.

Il a rassemblé 20 représentants maliens de 18 organisations de la société civile sur le terrain, à Bamako et dans sept des neuf régions du Mali.³ La sélection des organisations participantes s'est faite sur la base de recherches sur la société civile et d'une cartographie des activités d'édification de la paix réalisées par Peace Direct, le WANEP et Tic Sult. Les partenaires cherchaient à inclure une vaste gamme d'intervenants: organisations de femmes, think tanks, médiateurs communautaires, etc. Le sexe a aussi été pris en compte: 50 % des participants étaient des hommes et 50 % des femmes. Ces trois jours de discussions ont donné lieu à des échanges sur les besoins, les opportunités et les défis de l'édification de la paix sur le plan local.

Des informations supplémentaires ont été tirées d'une étude qualitative remplie par 39 artisans de la paix à Bamako et dans les régions de Gao, Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou et Tombouctou. Les constats de ces études, qui ont été réalisées avant et après le Peace Exchange, ont servi à valider les conclusions des discussions. Celles-ci ont fourni des informations sur les perspectives et perceptions d'activistes de la société civile sur les défis et conditions au niveau local. Cet échantillon n'était pas assez important ou aléatoire pour fournir une image représentative des perspectives de la société civile au Mali. Cependant, il donne une indication des attitudes et priorités des praticiens locaux dans sept des neuf régions du pays.

Les études de cas présentées ici se basent sur des entretiens semi-structurés entre l'auteur et le personnel de Peace Direct et des participants réalisés à la fin de l'atelier. Elles visent à illustrer le travail des artisans de la paix locaux au Mali. L'analyse contenue dans ce rapport se base sur une compilation des perspectives d'artisans de la paix locaux sur les problématiques abordées pendant le Peace Exchange. Ses arguments principaux ont fait l'objet d'un consensus à l'issue des discussions. Les participants ont donné leur consentement verbal à pour que leurs perspectives, commentaires et photos fassent partie des constats de ce rapport. Une liste complète des organisations de la société civile maliennes participantes est donnée à la page 36.

Peace Direct est responsable du contenu de ce rapport, qui ne représente les opinions d'aucun participant individuel ou organisme malien.

³ Notre appel à candidatures pour le Peace Exchange n'a pas reçu de réponses d'artisans de la paix des régions de Kidal ou de Ménaka. La région de Taoudénit a été légalement constituée en 2016, mais elle fait toujours partie de la région de Tombouctou ; elle n'a donc pas été traitée séparément dans ce rapport.



3. Le contexte du conflit malien

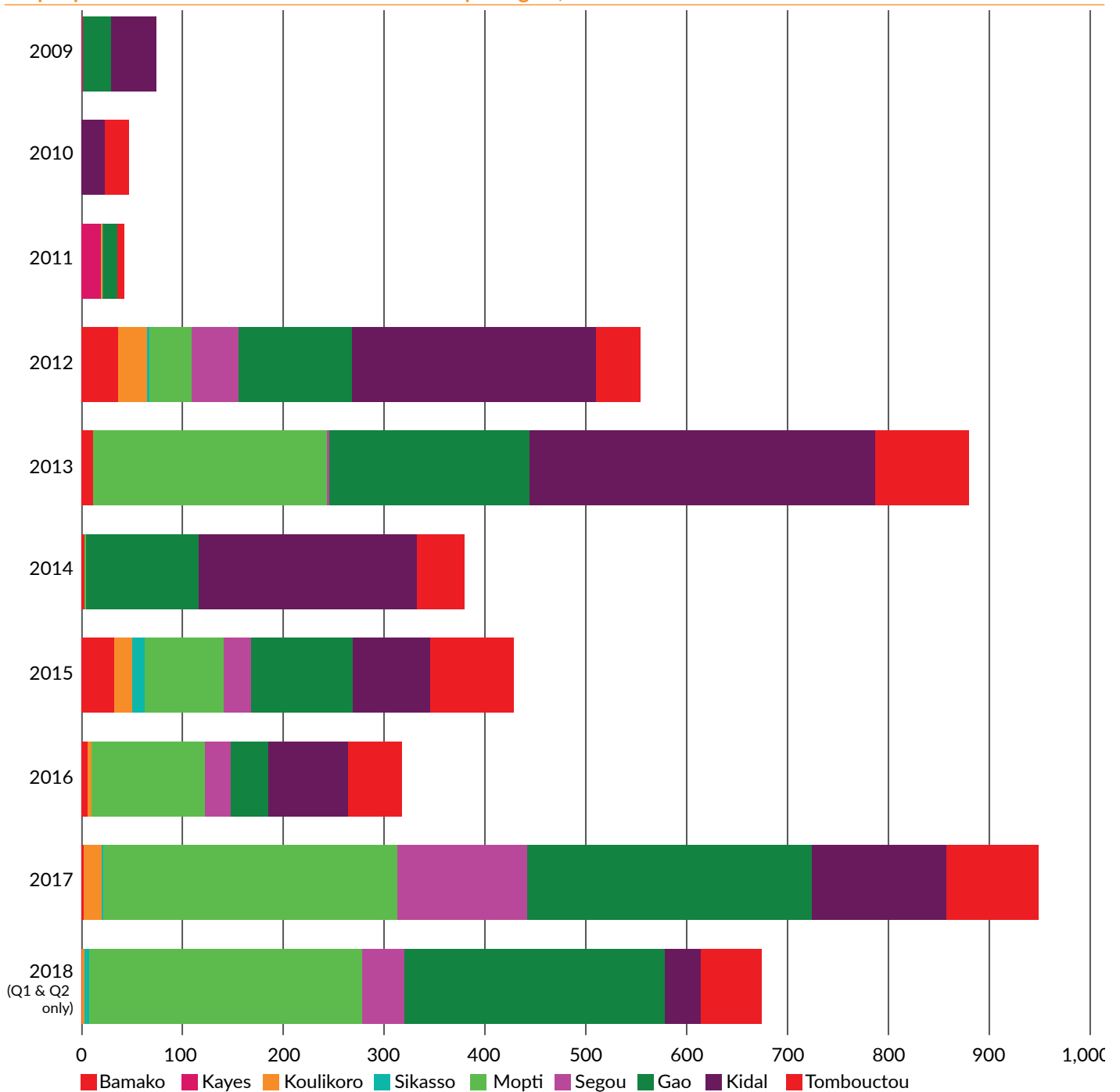
Le conflit violent au Mali est multidimensionnel et beaucoup plus complexe que les médias le suggèrent. Il est en train de fortement s'aggraver du point de vue du nombre d'incidents violents et de victimes et de son ampleur géographique. Selon les chiffres de l'Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED) de juin 2018, le conflit a fait 948 victimes en 2017. 750 personnes ont déjà trouvé la mort pendant le premier semestre 2018, bilan le plus lourd de toute l'histoire moderne du Mali.

- Ce conflit violent a démarré dans les régions du Nord en 2011-2013 avant de toucher l'ensemble de la nation en 2015. Depuis 2016, plus de 45 % des victimes se trouvent en dehors du Nord.
- Le conflit violent au Mali se caractérise par une série de micro-conflits localisés, parfois interconnectés, impliquant plusieurs acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux; ce n'est donc pas un conflit unique qui touche tout le pays.

- Un grand nombre de ces conflits localisés datent d'avant la crise de 2012-2013, mais la tendance est à l'aggravation de la violence depuis 2012 et aux atrocités de masse depuis 2017.

Pour bien comprendre la nature de ce conflit violent, il est utile d'en décrire les grandes étapes. Ce chapitre s'inspire des contributions des participants au Peace Exchange, des informations contenues dans la base de données ACLED et des recherches et analyses de l'auteur depuis 2012. Il décrit les différents conflits qui font rage au Mali.

Graphique 1: Nombre de victimes du conflit armé par région, 2010-2018. Source: Données de l'ACLED



Source: données de l'ACLED, obtenues le 8 juin 2018

Des interprétations diverses du conflit au Mali.

Un conflit Nord-Sud

Historiquement, le conflit violent au Mali touche surtout les trois régions nordistes de Gao, Kidal et Tombouctou. Il prenait au départ la forme de tentatives sporadiques des communautés tamasheqs (souvent appelés touaregs) et arabes (parfois appelées maures) de la région du Sahel d'obtenir l'autonomie ou l'indépendance. Cela s'explique par son isolement géographique et son individualité ethnique et culturelle par rapport au Centre et au Sud du Mali. Autre raison: la perception que Bamako se désintéresse de la région, tant sur le plan économique que politique. Le désir d'indépendance du Nord était la principale explication donnée pour le conflit violent dans le Nord du Mali au début des années 1960, de 1990 à 1995 et, sur une échelle beaucoup plus réduite, de 2007 à 2009.

Quand le conflit violent s'est à nouveau aggravé dans le Nord début 2012, il a été décrit comme opposant le Nord et le Sud. Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), constitué en majorité de combattants tamasheq et arabes, a expulsé l'armée malienne et déclaré l'indépendance de l'État d'Azawad. Cependant, cette coalition séparatiste nordiste s'est rapidement fragmentée, et il est devenu manifeste que les différents groupes armés représentaient des intérêts et exigences variés. Depuis le début de l'année 2015, le MNLA et d'autres anciens groupes séparatistes ont signé un accord de paix avec le gouvernement national de Bamako et accepté une autonomie mal définie. Pourtant, le conflit récent a entraîné une augmentation des victimes dans la région de Gao, comme le montre le Graphique 1.

Un conflit entre acteurs séculaires et extrémistes

Le récit parallèle de la crise de 2012-2013 était celui d'un conflit entre l'État malien séculaire et des groupes islamistes radicaux, composés de Maliens et de combattants venus de toute l'Afrique de l'Ouest. En 2012, la branche régionale d'Al-Qaïda a fait force commune avec le groupe islamiste malien Ansar Dine et le groupe séculaire MNLA pour prendre le contrôle de l'État d'Azawad. Cependant, cette alliance s'est par la suite fragmentée en factions islamistes et séculaires/nationalistes.

En janvier 2013, une intervention militaire de la France (Opération Serval) a stoppé l'avancée des factions islamistes étrangères dans le Centre du Mali. Ils ont fait alliance avec le MNLA et d'autres factions séculaires dans le Nord. Pourtant, depuis 2013, les forces de sécurité françaises, maliennes, onusiennes (ONU) et régionales (G5-Sahel) subissent des attaques armées de groupes favorables à l'imposition d'une forme extrême de l'Islam dans le Nord. À présent, ils comprennent des factions d'Al-Qaïda et du soi-disant État islamique.

Selon la perspective «séculaires contre extrémistes», c'est la cause principale de la violence qui a explosé entre 2013 et 2016 et s'est propagée dans le Centre et le Sud du Mali. Cependant, la propagation de la violence s'est accompagnée d'une dimension intercommunale, des liens avec les groupes armés islamistes internationaux étant souvent mis en avant pour diaboliser les rivaux locaux.

Un conflit nordiste interne

Une grande partie de la violence de 2012 à 2015 peut être caractérisée de guerre civile dans le Nord du Mali. Pendant cette période, la grande majorité des violents affrontements et des victimes ont concerné le Nord, où se sont opposées une myriade de factions nordistes comprenant des séparatistes, des loyalistes et des islamistes. Parmi celles-ci, les milices ethniques des Tamasheqs et des Arabes, des Peuls, des Songhaï, des Bambaras et autres groupes.

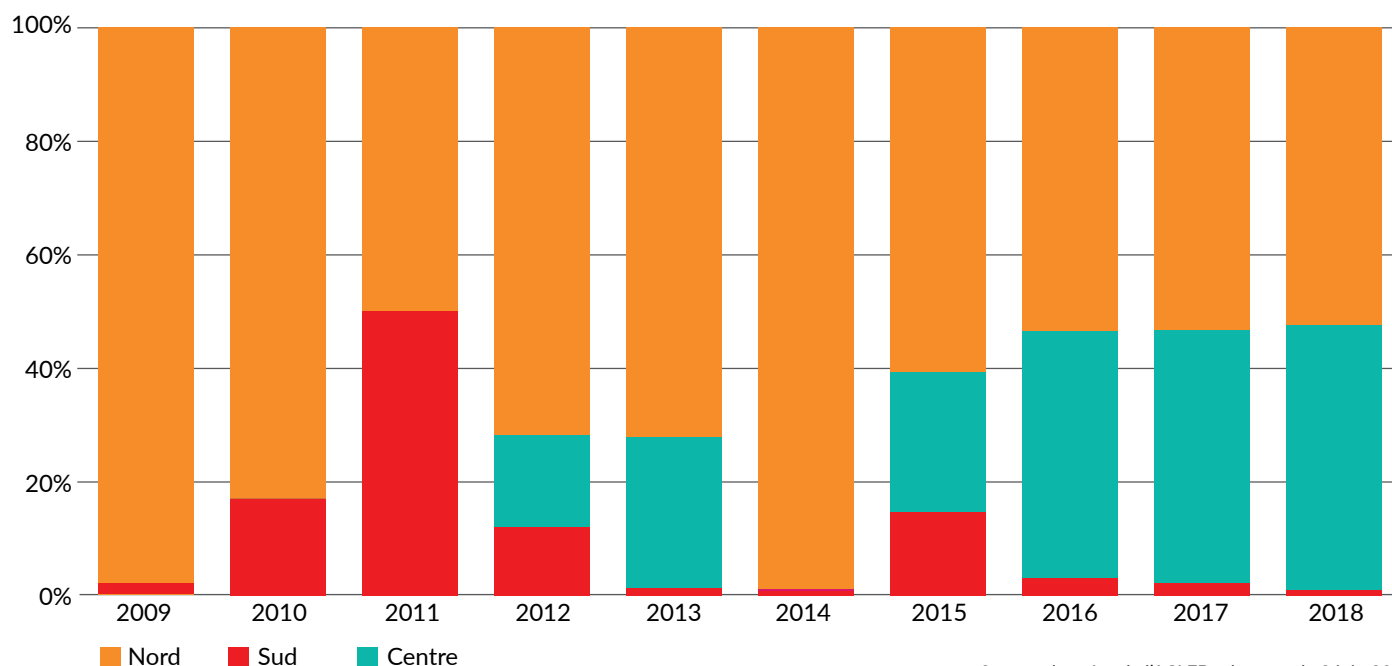
Alors que la violence interne persiste dans le Nord, et semble même s'intensifier, on assiste en parallèle à des affrontements violents avec les forces armées nationales et internationales dans le Nord, et à la propagation de la violence dans le reste du Mali. Comme le montre le Graphique 2, depuis 2016, près de la moitié de toutes les victimes liées au conflit malien sont localisées hors du Nord, Mopti (dans le Centre) étant la région la plus violente du Mali. Plusieurs flambées de violence ont eu lieu dans le Sud, y compris à Bamako, en 2011, quand Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a été expulsé de la Mauritanie. En 2015, quand les sympathisants d'AQMI ont ciblé des étrangers à Bamako et des communautés le long de la frontière avec le Burkina Faso, une recrudescence de la violence a été constatée dans le Sud, mais cette région est considérée comme étant relativement sûre en 2018.

Influences et interventions externes

L'explosion de la violence dans le Nord du Mali en 2011-2012 est due en grande partie à deux importants facteurs externes. Le premier est l'effondrement du régime de Kadhafi en Lybie et l'arrivée de nombreux Tamasheqs très bien armés, qui faisaient auparavant partie de ses forces de sécurité. Le deuxième est l'implantation et l'expansion d'AQMI dans la région du Kidal pendant les années 2000, et l'arrivée de combattants régionaux (Afrique du Nord et de l'Ouest) à Azawad en 2012.

Pour de nombreux Maliens, y compris les participants au Peace Exchange, ces factions, dont une branche récente de l'État islamique dans le Grand Sahara, sont des extrémistes étrangers. Ils remettent en cause la nature religieuse ou islamique de leurs actions. Pourtant, les Tamasheqs, Arabes et autres Maliens étaient au cœur de la rébellion nordiste. L'expansion du conflit au cours des dernières années découle de circonstances locales, et certains avancent qu'un nombre croissant de Maliens a rejoint les groupes radicaux. Certains Maliens continuent à expliquer la crise et l'absence de résolution par l'action d'acteurs étrangers (le plus souvent la France et l'Algérie), qu'ils accusent de préférer un Mali faible, divisé ou occupé. On soupçonne parfois la France, ancien pouvoir colonial, d'avoir des ambitions néocolonialistes et de vouloir établir une présence militaire permanente au Mali, comme elle l'a fait au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Sénégal. L'Algérie est souvent soupçonnée de préférer tout pouvoir hostile à la présence de ses rivaux traditionnels, le Maroc et la France.

Graphique 2: Proportion de victimes du conflit armé par zone géographique, 2009-2018. Source: Données de l'ACLED



Source: données de l'ACLED, obtenues le 8 juin 2018

L'échec et la fragmentation de l'État

Une explication moins courante est que l'État malien s'est «effondré» en 2012, avec la sécession de facto du Nord et le renversement par l'armée du gouvernement de Bamako, et qu'il n'est toujours pas fonctionnel. Il reste beaucoup de travail à faire pour reconstruire les structures gouvernementales et assurer le redressement des infrastructures publiques dans le Nord du Mali, en particulier dans la région de Kidal. Cependant, il ne faut pas surestimer la présence historique de l'État dans toutes les zones rurales du Mali et le degré dans lequel le gouvernement des régions du Sud et du Centre a cessé de fonctionner pendant la crise de 2012-2013. Dans l'ensemble, la situation malienne est différente de celle du Liberia et de la Sierra Leone dans les années 1990, par exemple, où l'influence de l'État se limitait à la capitale.

Pourtant, la présence très faible des institutions et services gouvernementaux au Mali est un problème ancien, qui affaiblit fortement la paix et la stabilité dans les années 2010. En effet, dans les régions du Centre du Mali où la violence a explosé au cours des deux dernières années, le retrait ou l'effondrement de l'autorité de l'État a été un problème plus important que pendant la crise de 2012-2013.

Vers des atrocités de masse

Le conflit violent au Mali est maintenant pire qu'à tout autre moment depuis le début des années 1990. Il touche aussi plus de régions depuis la proclamation d'indépendance du Soudan français en 1960. On a recensé 949 victimes en 2017 (chiffres de l'ACLED), bilan plus élevé que pendant les hostilités majeures de 2013 (880 victimes). La tendance pour le premier semestre de cette année (plus de 750 victimes) suggère que 2018 sera bien plus violent que 2017.

Tous les événements décrits ci-dessus pèsent toujours sur un contexte extrêmement complexe. Pourtant, on constate une tendance alarmante aux massacres de civils, ciblés pour leur ethnie ou leur allégeance perçue à une faction armée ou politique. Au cours des journées qui ont précédé et suivi le Peace Exchange en mai 2018, plusieurs massacres de ce genre ont eu lieu dans les régions de Ménaka et de Mopti. Par exemple:

- Le 27 avril, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) a tué 31 Tamasheqs dans la région de Ménaka ;
- Le 28 avril, des chasseurs traditionnels («Dozo») du peuple Dogon ont tué 10 civils peuls dans la région de Mopti ;
- Le 1er mai, l'EIGS a tué 11 Tamasheqs dans la région de Ménaka ;
- Le 14 mai, les Forces armées maliennes (FAMa) ont tué 11 enfants dans la région de Mopti ;
- Le 15 mai, les FAMa ont tué 10 civils peuls dans la région de Mopti ;
- Le 19 mai, les FAMa ont tué 12 civils prisonniers dans la région de Mopti ;

Tel est le contexte dans lequel les artisans de la paix locaux opèrent au Mali. La guerre au Mali n'est pas une guerre civile au sens traditionnel du terme, mais une série de conflits locaux plus ou moins interconnectés. Ainsi, une stratégie nationale ne suffira pas à amener la paix et la stabilité ; les initiatives d'édification de la paix locales sont plus importantes que jamais.





4. Les principaux défis pour la paix au Mali

Les participants du Peace Exchange ont identifié une myriade de défis que doivent relever leurs communautés, leurs régions et le pays entier pour arriver à la paix et à la stabilité. Certains d'entre eux étaient uniques à des régions précises, mais des thèmes clairs se retrouvaient dans toutes les régions et ont fait consensus parmi les participants.

Quatre grands défis ont été identifiés, trois persistants, le quatrième étant plus dynamique. Plusieurs autres défis dynamiques découlent également de phénomènes ou événements nouveaux ou émergents, à l'intérieur et à l'extérieur du Mali.

1 Absence de gouvernance et de services sociaux

Une caractéristique commune et tenace au Mali est la présence extrêmement limitée d'institutions gouvernementales, judiciaires et de sécurité dans la majorité du pays. Même s'il est vrai que l'État a complètement disparu dans les régions occupées du Nord en 2012, et que de nombreux fonctionnaires ont fui les lignes de front de Mopti et de Ségou pendant les violences de 2012-2013, il n'avait jamais vraiment été présent dans ces régions et même dans le Sud rural. En dehors de Bamako, les structures gouvernementales, fonctionnaires, tribunaux, commissariats ou hôpitaux, cliniques et établissements scolaires post primaires étaient et restent rares. La crise de 2012 et les affrontements qui ont suivi ont encore affaibli la présence de l'État, mais la situation était déjà difficile avant cela.

2 Mauvaise qualité de la gouvernance et de la justice

Pour de nombreux participants du Peace Exchange, la gouvernance et la justice au Mali laissent fortement à désirer, tant du point de vue quantitatif que qualitatif. À nouveau, il ne s'agit pas d'une évolution récente de la situation, mais plutôt d'une caractéristique de la gouvernance permanente ou qui a dégénéré tout au long des décennies qui ont précédé la crise de 2012. La corruption et l'impunité criminelle sont des manifestations visibles de ce problème, le secteur judiciaire étant considéré comme particulièrement opposé à l'intérêt public. Contrairement à l'absence du gouvernement, c'était peut-être une plus grande préoccupation pour les Maliens vivant en milieu urbain que pour la majorité rurale, souvent gouvernée par des autorités traditionnelles.

3 Pauvreté, chômage et conflits de ressources

La pauvreté est le contexte persistant du Mali moderne. Ce pays fait officiellement partie des pays les moins développés et se trouve parmi les 25 derniers pays au monde pour le revenu par tête et le développement humain, selon la Banque Mondiale et le Programme de développement de l'ONU, respectivement. Alors que la croissance, les revenus et les moyens de subsistance ont fluctué, et que Bamako offre manifestement plus d'opportunités que le reste du pays, les problèmes économiques du pays sont durables et généralisés. Les participants pensaient que la majorité de la population avait du mal à mener une vie digne. Pour eux, le problème était particulièrement grave pour les jeunes à la recherche d'un emploi ou d'un moyen de subsistance durable.

4 Influences radicales

Pour de nombreux participants, le défi le plus dynamique touchant le Mali au 21^e siècle était la montée d'influences et de groupes radicaux ou extrémistes formés le long de lignes religieuses et ethniques. Selon les participants du Peace Exchange, ce n'était pas forcément un problème de religion. Plus de 90 % des Maliens sont de confession musulmane et différentes traditions religieuses coexistent harmonieusement depuis des générations. De nombreux groupes ethniques ou tribaux sont dans une grande mesure interdépendants et partagent une histoire remontant aux empires médiévaux de la vallée du Niger.

Au lieu de cela, ce problème contemporain est considéré comme découlant d'influences extérieures déstabilisantes, y compris des groupes islamistes violents et des influences séculaires radicales comme le nationalisme ethnique. La Libye, l'Algérie et d'autres États du Sahel, et notamment la Mauritanie, le Niger et le Nigeria, sont généralement considérés comme les pays les plus susceptibles d'avoir une influence déstabilisatrice sur le Mali.

Des défis nouveaux et dynamiques

Pour les participants, la propagation d'interprétations fondamentalistes ou radicales de l'Islam ou de l'identité ethnique était le nouveau défi le plus difficile à relever par la société malienne, et ce dans toutes les régions. Cependant, d'autres défis dynamiques ont aussi été mentionnés, notamment:

- **La prolifération d'armes** est généralement identifiée comme un problème hors de Bamako, qui s'est aggravé depuis la crise de 2012, principalement suite au pillage des arsenaux libyens ;
- L'impact des **conflits internationaux** préoccupait particulièrement les participants nordistes, qui ont mentionné les événements en Libye et en Algérie.
- **L'immigration** inquiétait certains participants du Centre et du Sud: à la fois l'arrivée d'habitants de zones rurales pauvres d'autres États d'Afrique de l'Ouest et le passage de migrants régionaux traversant le Sahara.
- **Le trafic de stupéfiants** a aussi été cité par les participants nordistes, mais la situation actuelle n'est pas claire.
- **Les conflits électoraux** étaient identifiés comme un grand défi par les participants du Sud et du Centre du Mali. C'était un sujet à l'ordre du jour, compte tenu des élections nationales devant se tenir fin juillet 2018.

4.1. Absence de gouvernance et de services sociaux

Le Mali est un grand pays avec une population moyenne à la croissance rapide et une économie et un budget très limités. Comme la plupart des autres États d'Afrique de l'Ouest, il a toujours eu du mal à satisfaire les besoins de sa population éparpillée et toujours majoritairement rurale. Parmi ces besoins, les services administratifs, judiciaires et de sécurité de base fournis par les autorités locales, les tribunaux et la police, et les prestations sociales minimum comme les soins de santé et l'éducation.

Bien que le déficit d'administration publique dans le Nord, la fuite des fonctionnaires et la destruction de l'infrastructure publique pendant la crise de 2012-2013 aient marqué les esprits, la situation est loin d'être idéale dans le reste du Mali. De plus, le retour initial des services publics dans le Nord après la crise de 2013 s'est inversé. Enfin, de nombreux fonctionnaires ont fui leur poste dans le Centre du Mali au cours des deux dernières années.

Réponses locales pour l'édification de la paix

Les OSC maliennes ont pour but de fournir des services que l'État ne peut ou ne veut pas prendre en charge. Il ne s'agit pas de services de gouvernance, de sécurité et de justice dans le sens traditionnel du terme, mais, en l'absence de l'État, les OSC peuvent jouer un rôle important de lien et de réconciliation des communautés.

Étude de cas: Renforcer la résilience dans le Nord fragmenté

TASSAGHT, ou «lien» en tamasheq, est une organisation d'édification de la paix basée à Gao qui a vu le jour en 1988. Elle intervient dans le Nord du pays, mais elle concentre de plus en plus ses activités à Mopti et à Ségou, au fur et à mesure que l'instabilité gagne les régions centrales du Mali. Les principales activités de l'organisation se focalisent sur la structuration et la mobilisation d'organisations de pasteurs nomades pour promouvoir la paix dans leurs communautés.

Selon Abdoul Aziz Ag Alwaly, coordinateur des programmes de TASSAGHT, la plus grande menace posée à la cohésion sociale et à la paix est la prolifération des groupes armés. Certains ont des objectifs politiques et religieux, alors que d'autres sont des groupes criminels participant au commerce de stupéfiants et d'armes. «Un grand nombre de ces groupes radicaux, y compris l'État islamique et Al-Qaïda au Maghreb islamique, recrutent souvent des combattants étrangers. Ils exploitent l'absence de l'État pour asseoir leur présence et semer la discorde dans les communautés.»

Afin de lutter contre leur influence en l'absence de protection de l'État, de nombreuses communautés ont formé des milices pour se protéger. Cette décision a eu une conséquence inattendue: un grand nombre de ces groupes se sont formés le long de lignes ethniques, créant des tensions entre des communautés ethniques auparavant paisibles. «Au cours des dernières années, les affrontements entre ces groupes ont mené à une augmentation importante du nombre de victimes à Gao.»

En réponse à ces problèmes, TASSAGHT, en partenariat avec Norwegian Church Aid, est en train de mener une campagne de sensibilisation



au conflit associée à un programme de renforcement des capacités pour consolider les mécanismes traditionnels de gestion des conflits. «Il s'agit d'un processus aidant les communautés à «se réparer». Il est fortement tributaire du rôle actif des chefs de fractions, des marabouts (chefs religieux musulmans), des représentants des associations de femmes et de jeunes, etc., soit des acteurs que nous qualifions de personnes-ressource.»

TASSAGHT a créé une boîte à outils qui aide à former des représentants et à mettre en place des comités représentatifs et inclusifs. Ceux-ci utilisent des techniques de médiation non violentes et des mécanismes de transformation des conflits pour empêcher la violence communautaire. «Nous les aidons à former et structurer un comité visant à empêcher les conflits inter et intra communautaires. Pour cela, nous les aidons à concevoir un cadre de consultation commun et nous les conseillons à l'égard de problématiques variées.» Ces comités sont les mieux équipés pour identifier des stratégies permettant de rapprocher les communautés. Ils ont contribué à stopper au moins 15 conflits intercommunautaires à Gao entre 2008 et 2017.

4.2 Mauvaise qualité de la gouvernance et de la justice

La majorité des participants du Peace Exchange ont reconnu que la mauvaise qualité de la gouvernance et de l'administration de la justice est une réalité dans leurs communautés locales. Il ne s'agit pas simplement d'un manque de présence des institutions de gouvernance et judiciaires, mais souvent d'un manque de capacité de ces institutions et, bien entendu, de ressources économiques très limitées.

Parmi leurs grandes préoccupations, ils ont cité la corruption à tous les niveaux et l'impunité judiciaire de certains acteurs politiques et armés, dont des forces de sécurité de l'État et des groupes armés variés protégeant certains intérêts politiques. En conséquence, non seulement les tribunaux sont incapables de prendre des décisions justes, mais cela entraîne une perception que l'État ou le gouvernement local pourrait agir à l'encontre des intérêts des citoyens et des communautés ou favoriser un groupe ethnique

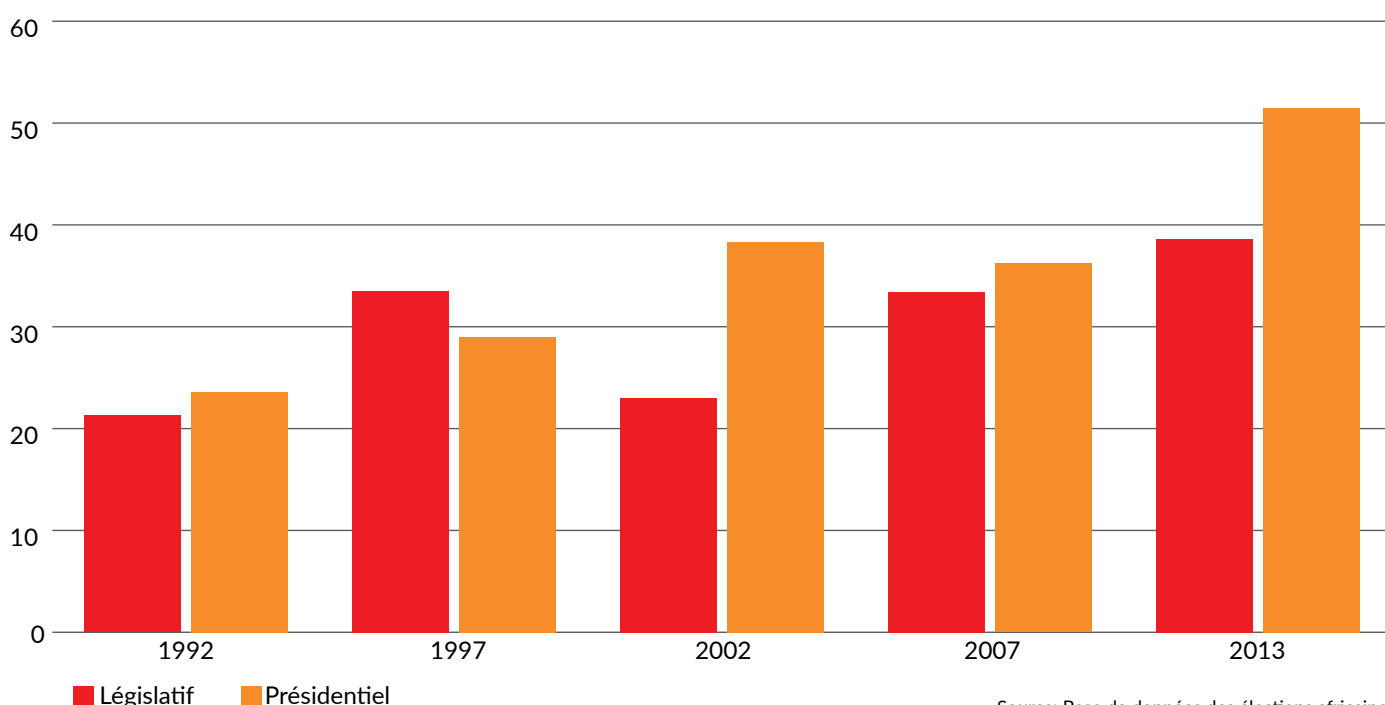
particulier. Les citoyens hésitent alors bien sûr à se tourner vers l'État quand ils ont besoin d'aide et sont plus susceptibles de faire appel à leurs propres ressources pour se protéger, y compris en formant des milices armées.

Réponses locales pour l'édification de la paix

Les OSC locales peuvent avoir un impact sur la gouvernance et la justice dans leurs communautés, mais pour cela, elles doivent disposer de mécanismes d'accès à des autorités prêtes à les écouter. Elles doivent aussi avoir accès aux compétences et connaissances pertinentes. Cela pourrait comprendre un soutien juridique fourni aux tribunaux et détenus ou des mécanismes de consultation pour parler de la performance du gouvernement local et travailler ensemble à la redéfinition de ses priorités. Plusieurs participants pensaient que la création de plateformes de partage d'informations avec la police locale et l'armée était une priorité, car cela pourrait contribuer à créer des liens de confiance au sein de la société civile.

«Le gouvernement est souvent coupable de pratiques corrompues, surtout autour des litiges fonciers, et ce faisant, il stigmatise certains groupes ethniques.»

Graphique 3: Taux de participation aux élections nationales maliennes, 1992-2013. Source: Base de données des élections africaines



Source: Base de données des élections africaines

Étude de cas – L'évolution de la gouvernance au Mali, 1960-années 2010

Un artisan de la paix du Centre du Mali a partagé sa perspective sur l'évolution de la gouvernance au Mali tout au long de sa vie. La création du Mali à partir du Soudan français en 1960 s'est faite dans un esprit positif d'ouverture et de patriotisme. Le socialisme panafricain du président Modibo Keita inspirait l'optimisme, mais un système à parti unique a rapidement été adopté. Après le coup d'État de 1968, le régime de parti unique est devenu plus tyrannique, tandis que l'engagement idéologique s'est dissipé. La corruption et l'impunité n'ont cessé d'empirer au fil des vingt années suivantes. Le coup d'État de 1991 a restauré une partie de la redevabilité, mais la population a perdu espoir, car il était clair que les partis politiques revitalisés ne s'intéressaient qu'à la bulle politique de Bamako.

Quand le président Amadou Toumani Touré (ATT), qui n'appartenait à aucun parti politique, est arrivé au pouvoir en 2002, les partenaires internationaux ont pensé que son grand gouvernement de coalition était la preuve d'une certaine maturité politique. Les Maliens ont compris que le système avait neutralisé l'opposition et que dorénavant, les politiciens pouvaient faire et prendre ce qu'ils voulaient.

La crise de 2012 a prouvé que le système était complètement sclérosé. Cependant, le problème est maintenant exposé au grand jour. Les lacunes et les dysfonctionnements du gouvernement sont reconnus de tous. Il est clair qu'il est urgent de reconstruire un système démocratique fonctionnant correctement, avec des pouvoirs et contre-pouvoirs permettant de lutter contre la corruption et d'obliger l'État à rendre des comptes.

Cependant, le Mali fait exception parmi les autres États de la région par son niveau extrêmement faible de participation politique à toutes les élections depuis le passage au système multipartite. Le taux de participation aux élections nationales est de 30 % en moyenne au Mali, soit moins de la moitié de la moyenne en Afrique de l'Ouest. La bonne nouvelle, c'est que la tendance est à la hausse et que l'élection présidentielle de 2013, qui a suivi la crise de 2012, a été la première à attirer la majorité des électeurs inscrits sur les listes électorales.



4.3 Pauvreté, chômage et conflits de ressources

Le Mali moderne a toujours été un pays pauvre dans une région pauvre. Au cours des dernières décennies, la croissance s'est concentrée dans la capitale et dans le secteur de l'extraction de l'or, qui emploie très peu de gens. Les Maliens ordinaires, en particulier vivant en milieu rural, sont des victimes chroniques d'un certain nombre de facteurs, dont le déclin du commerce de produits agricoles, le changement climatique et environnemental et un manque de terres agricoles et de pâturage utilisables. Des efforts plus récents pour réguler le commerce transsaharien («trafic») et l'impact dévastateur de la crise de 2012-2013 sur l'industrie du tourisme ont eu un impact majeur dans le Nord et le Centre du Mali, respectivement.

En conséquence, de nombreux jeunes Maliens sont frustrés par leur situation économique et peuvent être tentés de sombrer dans le crime organisé ou de rejoindre des groupes armés. Ce problème est lié aux problèmes d'impunité et de corruption,

les tribunaux étant incapables de jouer leur rôle d'arbitre neutre. Les litiges fonciers sont cités comme une grande cause de conflits et de violence intercommunautaire. La situation économique des femmes est aussi plus précaire. On constate une augmentation des familles ayant une femme à leur tête à Ségou, à Mopti et ailleurs, suite aux violences récentes et à la fuite, au recrutement, à la disparation et à la mort de nombreux maris et pères.

Réponses d'édification de la paix locales

De nombreuses OSC maliennes se spécialisent dans les initiatives ciblées visant à créer des emplois ou des moyens de subsistance pour les femmes et les jeunes. Pour certaines d'entre elles, l'objectif est avant tout de proposer une autre option que la participation aux groupes armés, y compris par le biais de la réintégration des ex-combattants. Pour d'autres, il s'agit tout simplement d'éviter la pauvreté. Tous nos participants ont convenu que le gouvernement doit faire plus pour augmenter les opportunités d'emplois des jeunes Maliens, mais que sans une aide importante venant de l'étranger, aucune solution n'est vraiment possible.

Étude de cas: Conflits fonciers dans la région de Ségou



Bintu Kamara est un artisan de la paix local de Macina, une petite ville de la région de Ségou, dans le centre du Mali. Dans sa communauté, deux groupes, les agriculteurs bambaras sédentaires et les bergers peuls, sont depuis toujours en conflit et se disputent les pâturages. Dans le contexte actuel, ces tensions ont dégénéré dans la violence.

Selon Bintu, «il a suffi d'un incident. Un Peul est entré dans le magasin d'un Bambara et l'a tué

d'un coup de fusil. Cela a mené à une série de règlements de compte au cours des 15 jours suivants. Plus de 20 Peuls ont été tués, ce qui a obligé la communauté peule entière à fuir Macina.»

Quand les tensions se sont atténuées, Bintu et des femmes de Macina, appartenant à une caste de forgerons, ont plaidé auprès des chefs bambaras pour qu'ils arrêtent le massacre et invitent les chefs de la communauté peule à participer à un dialogue constructif. Les chefs ont fini par accepter. Au cours des jours suivants, des membres des deux groupes ont entamé un dialogue franc et les femmes de Macina ont organisé une manifestation culturelle publique pour fêter leur amitié renouvelée. «Nous avons fait la fête, avec de la musique, de la danse et un bon repas. Tout le monde était là. Les enfants ont même joué un sketch sur le thème de la réconciliation, dit Bintu. Tout le monde était en pleurs, y compris le chef du village, qui a exprimé son profond regret de ne pas avoir tenté de réconcilier la communauté.»



4.4 Influences radicales

Traditionnellement, le Mali est un pays divers et relativement tolérant, où différents groupes coexistent dans l'harmonie. Les facteurs porteurs de cohésion sociale souvent cités sont les lingua franca, soit le français (la langue officielle de l'État et de l'éducation) et le baminankan (langue locale parlée par la plupart des Maliens le long de la vallée et du delta du Niger), la tradition du cousinage à plaisanterie (tradition sahélienne exprimée à travers des blagues et provocations humoristiques) et l'interprétation fluide de l'Islam soufiste. Cependant, des influences plus radicales ont gagné l'ensemble de la société, surtout dans le Nord et, plus récemment, dans le Centre. Les identités religieuses et ethniques deviennent plus strictes et se replient sur elles-mêmes. Seules les régions les plus homogènes échappent à la fragilisation de la cohésion sociale.

«La pauvreté et le chômage ne laissent pas beaucoup de choix aux jeunes. Pour les groupes armés, il s'agit de 'cibles faciles' qu'on peut recruter pour quelques sous.»

Face au chômage chronique et à la détérioration de la sécurité, les jeunes sont une catégorie extrêmement vulnérable de la société malienne. Une gouvernance

déficiente fait que peu de structures d'aide sociale sont là pour gérer une telle insécurité, et rares sont les moyens de subsistance viables offerts aux jeunes. Les jeunes désœuvrés sont ciblés par les groupes criminels et radicaux, qui essaient de les convaincre de participer à des actions ponctuelles, et parfois de les recruter.

Les raisons poussant les jeunes à rejoindre ces groupes sont complexes et multidimensionnelles et varient entre les individus, les groupes, les régions et les périodes. Certains citent l'injustice et la corruption comme raisons les ayant poussés à rejoindre les groupes armés. Pour d'autres, les groupes armés sont une étape menant au recrutement par l'armée malienne. Quelles que soient leurs motivations, les jeunes occupent souvent les rangs inférieurs et se retrouvent souvent sur la ligne de front.

Réponses locales pour l'édification de la paix

Les artisans de la paix locaux ont mis en place de nombreux projets pour renforcer la cohésion sociale et lutter contre la radicalisation des jeunes. Ceux-ci vont de moyens de subsistance de base au travail avec les communautés pour les aider à accepter et réintégrer les membres qui ont fui les groupes extrémistes. Les OSC participent activement au dialogue et aux activités de médiation entre les communautés en conflit.

«La pauvreté et le chômage ne laissent pas beaucoup de choix aux jeunes. Pour les groupes armés, il s'agit de 'cibles faciles' qu'on peut recruter pour quelques sous.»

Étude de cas: Travailler avec les détenus pour empêcher la radicalisation dans la région de Mopti



Une organisation locale basée à Mopti, l'Association des jeunes contre l'enrôlement dans le terrorisme (AJCET), travaille depuis plusieurs années avec les jeunes de 15 à 25 ans de Mopti pour les dissuader de rejoindre des groupes armés. Les jeunes qui rejoignent des groupes armés sont plus à risque d'être arrêtés et détenus en prison, où ils sont exposés à des conditions difficiles, au surpeuplement, au manque de soins de santé et à des périodes prolongées en détention préventive. Dans un tel contexte, la dépression et la radicalisation trouvent un terrain fertile. «Nous leur apprenons à être autonomes, à aller à l'école et à trouver du travail, à être positifs quant à leurs perspectives d'avenir», selon Amadou 'Samba' Cissé del'AJCET.

L'AJCET travaille aussi avec les jeunes détenus, qui sont nombreux à avoir des liens avec les groupes armés. Ils reconnaissent les vulnérabilités spécifiques des jeunes et tentent de les sensibiliser aux risques liés à un mode de vie criminel. Ils essaient de les préparer à la vie après la prison. Leur objectif ultime est la bonne réintégration de ces jeunes désœuvrés dans leurs communautés. «Nous

devons les aider, car ce sont non seulement des Maliens, mais aussi des êtres humains.»

Dans ce but, l'AJCET propose des programmes de formation professionnelle et des apprentissages dans certaines professions, comme la menuiserie et la plomberie. L'association les aide aussi à trouver leur acte de naissance, document nécessaire pour avoir accès à la scolarité au Mali. Ces actions visent à les autonomiser et à les aider à s'intégrer pleinement dans la société malienne.

À ce jour, l'AJCET a accompagné la formation et la réintégration de plus de 100 jeunes. Plus de 50 d'entre eux se sont portés volontaires pour aider d'autres jeunes toujours incarcérés, en leur parlant de leur expérience et en les encourageant à participer au programme de formation et de réintégration. «Un grand nombre de jeunes promettent de ne jamais revenir en prison une fois qu'ils ont été libérés.»

L'aspect de loin le plus difficile de leur action est le travail avec les familles et communautés qui ont rejeté ces jeunes et refusent leur retour. «Nous jouons un rôle de médiation et de rassemblement. Nous consacrons un temps considérable au dialogue avec les chefs traditionnels et les familles pour les aider à reconnaître que ces jeunes ont changé et doivent être autorisés à rentrer chez eux.»

Le projet est majoritairement autofinancé depuis 2015. C'est une méthode rentable et efficace de fournir des structures d'aide sociale aux jeunes désœuvrés et de les réintégrer dans leurs communautés. «Ce programme est bon marché et peut être reproduit ailleurs. Il ne devrait pas se limiter à Mopti. Nous devons l'élargir aux pays voisins. Nous faisons tous face au même problème.»

Actuellement, l'AJCET est en discussion avec des partenaires du Burkina Faso, du Nigeria, de la Côte d'Ivoire et de l'Éthiopie. L'organisation partage ses meilleures pratiques et offre une aide pour mettre en place des programmes de formation et de réintégration similaires dans ces pays.



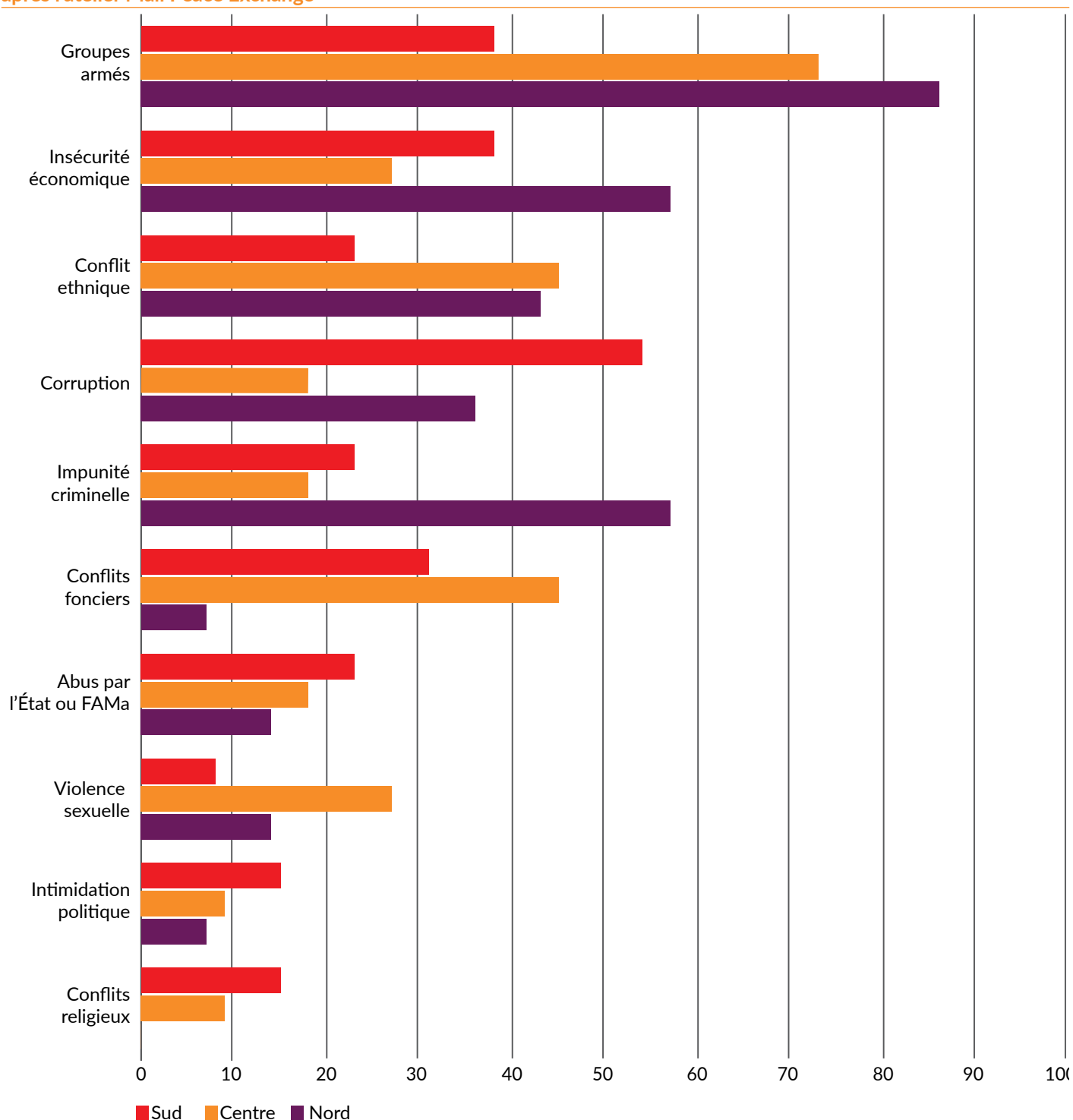
5. Perspective régionale et sexospécifique de la situation au Mali

Compte tenu du fait que la crise actuelle au Mali se caractérise par des conflits multiples et des expériences diverses de la sécurité, il n'est pas étonnant que les artisans de la paix locaux aient des perceptions différentes de la paix et de la sécurité en fonction de la région où ils vivent.

De plus, les différentes perspectives des hommes et des femmes ont été prises en compte et ont révélé une différence notable. Notre enquête en ligne auprès de 39 artisans de la paix maliens (61 % d'hommes et 38 % de femmes) nous a donné une indication des différences de perception des hommes et des femmes, qui ont été validées par les discussions lors de l'atelier Peace Exchange.

En agrégeant les opinions des Maliens de trois grandes zones géographiques, on obtient une vision régionale de la situation. Pour le Nord, les régions de Gao, Kidal, Ménaka et Tombouctou ont été analysées. Le Centre comprenait les régions de Mopti et de Ségou et le Sud, Bamako et les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso. Les données montrent quelques grandes différences de perception des défis locaux à la paix et à la sécurité, qui sont analysées ci-dessous.

Graphique 4: Menaces à la paix et à la sécurité par zone géographique, mai 2018. Source: études réalisées avant et après l'atelier Mali Peace Exchange



Source: Résultats de l'étude remplie par 39 artisans de la paix au Mali avant et après le Peace Exchange.

Nord du Mali

Les artisans de la paix du Nord du Mali citent les groupes armés comme leur défi principal, ce qui reflète la réalité du conflit armé et de l'occupation dans ces régions depuis 2012. Il est intéressant de noter que bien que 40 % des nordistes considèrent le conflit ethnique comme leur principal défi, aucun n'identifie le conflit religieux comme une importante préoccupation. Ils étaient aussi beaucoup plus susceptibles que les autres Maliens d'identifier l'insécurité économique et l'impunité criminelle comme des défis clés. Cela pourrait venir du fait que la production économique du Nord est marginale par rapport aux autres régions du Mali, et que la présence des structures administratives et judiciaires de l'État y est la plus faible. Les conflits fonciers semblent moins préoccuper les habitants du Nord.

Centre du Mali

Les répondants de Mopti et de Ségou ont aussi exprimé leur inquiétude quant aux groupes armés, mais moins que leurs voisins du Nord. Cela pourrait s'expliquer par la propagation spectaculaire du conflit violent dans le Centre du Mali depuis 2016.

45 % des répondants voyaient le conflit ethnique comme un défi clé. Cependant, ils étaient moins préoccupés par l'insécurité économique, la corruption et l'impunité que les Maliens du Nord, ce qui reflète peut-être une présence étatique et économique plus importante dans cette zone plus densément peuplée et à l'agriculture développée. Les répondants du centre du Mali identifiaient les conflits fonciers, la violence basée sur le sexe et l'insécurité économique comme des préoccupations majeures.

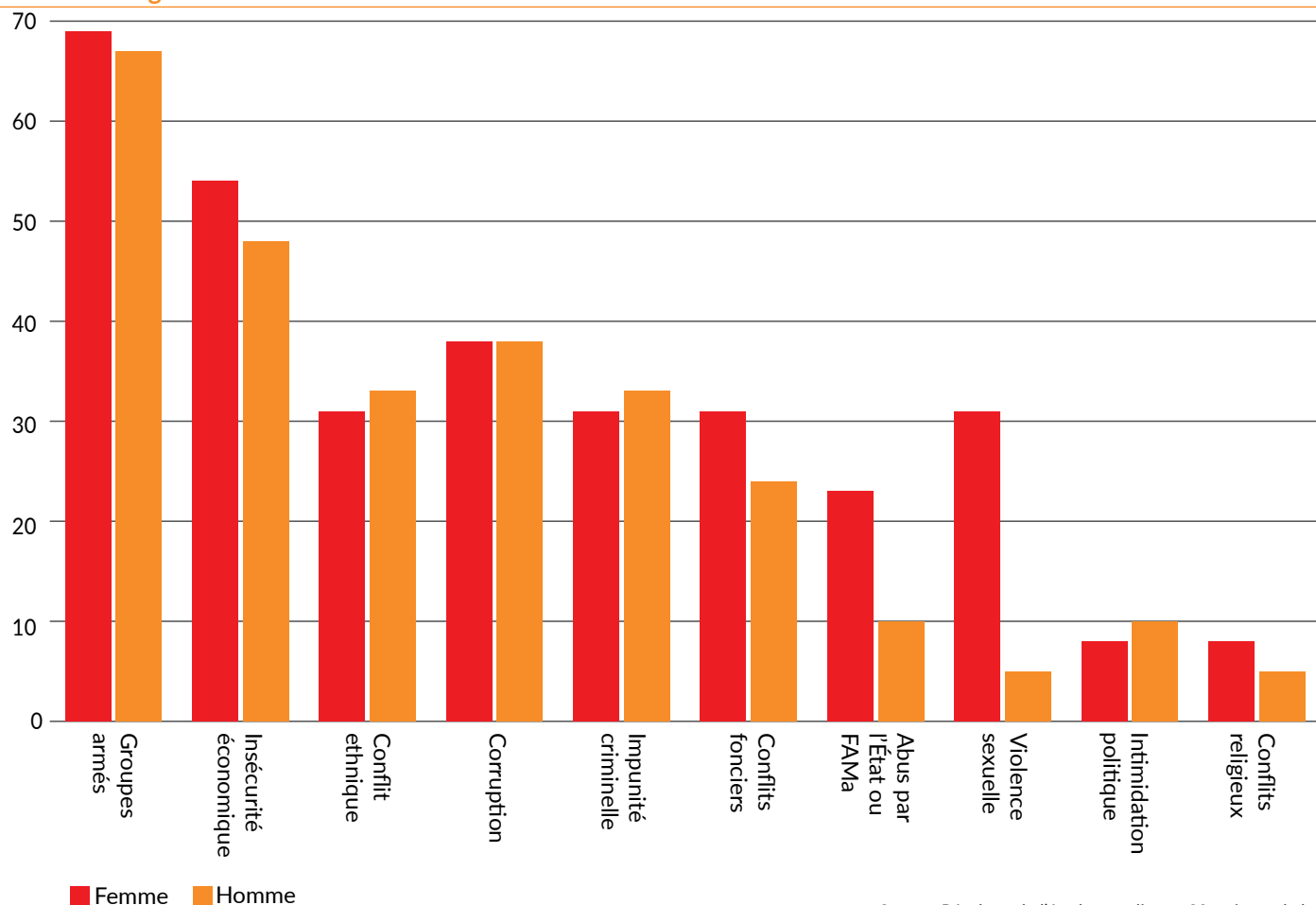


Sud du Mali

Les répondants du Sud du Mali voyaient les grands risques posés à la paix et à la sécurité au Mali différemment de leurs homologues du Nord et du Centre. Cela pourrait refléter l'absence de conflit violent dans la majorité des communautés du Sud. Moins de 40 % des sudistes citaient les groupes armés comme leur préoccupation principale, même s'ils faisaient partie de leurs trois grandes craintes.

La principale préoccupation des sudistes était la corruption, suivie de l'insécurité économique. Moins d'un quart de répondants ont identifié le conflit ethnique, soit un chiffre beaucoup moins important que dans les régions du Nord et du Centre. Les conflits fonciers étaient aussi cités et les sudistes (même s'il s'agissait de petites minorités) étaient les plus nombreux à s'inquiéter de l'intimidation politique, des conflits religieux et des abus perpétrés par les agents de l'État ou les forces de sécurité. Autre inquiétude soulevée pendant l'atelier Peace Exchange par les artisans de la paix du Sud et du Centre: la migration au Mali, en particulier en provenance du Burkina Faso et de la Guinée.

Graphique 5: Menaces à la paix et à la sécurité par sexe, mai 2018. Source: études réalisées avant et après l'atelier Mali Peace Exchange



Source: Résultats de l'étude remplie par 39 artisans de la paix au Mali avant et après le Peace Exchange.



6. Le rôle des artisans de la paix locaux

Les artisans de la paix locaux au Mali travaillent depuis longtemps à surmonter les clivages dans leurs communautés. Le Peace Exchange a donné aux artisans de la paix de tout le pays la chance de partager les défis auxquels ils doivent faire face et d'échanger des solutions locales pour renforcer la paix dans leurs communautés. Des obstacles demeurent pour gérer et répondre au conflit violent, mais la capacité des organisations de la société civile à identifier les moteurs spécifiques de la violence offre le potentiel de créer les espaces et les solutions menant au changement sur le terrain et à une paix durable.

6.1 L'importance des artisans de la paix locaux

L'atelier Peace Exchange à Bamako a permis aux artisans de la paix de tout le Mali de se retrouver pour la première fois au niveau national. Ils ont pu mener une réflexion sur leur travail et son caractère unique et précieux au niveau local. Quatre grands avantages sont ressortis de ces discussions.

Connaissances locales

Comme l'a dit un participant, «Nous sommes les yeux et les oreilles de nos communautés. Nous sommes présents et nous savons ce qui se passe sur le terrain.» Les artisans de la paix sont donc dans une position idéale pour anticiper non seulement les situations de conflit violent, mais aussi la montée des tensions avant l'explosion de la violence. Les artisans de la paix locaux sont très bien connectés dans leurs communautés et savent à qui parler et qui inclure dans le dialogue pour éviter qu'un conflit dégénère.

Légitimité locale

Comme l'ont dit d'autres participants: «Nous sommes les fils et les filles de ce territoire» et «Nous sommes les premières victimes du conflit». Cela leur confère la légitimité et la capacité d'agir sur le plan local. Les artisans de la paix locaux ne sont pas seulement parmi les premiers à souffrir quand la violence explose ; ils sont aussi parmi les derniers à partir. Tout simplement, ils ont plus intérêt à résoudre les conflits que les acteurs externes, et à cause de cela, ils adoptent une attitude différente face au risque lié à des interventions nécessaires.

Réponse rapide

La présence locale, les connaissances, les réseaux et la confiance dont bénéficient les artisans de la paix locaux les placent dans une situation idéale pour réagir rapidement aux conflits. Comme l'a dit un participant, «nous sommes présents dans toutes les communautés ; nous y travaillons déjà.» Compte tenu de la géographie éparse du Mali, de la présence très faible de l'État et de la rigidité des programmes financés par les donateurs, cette capacité peut être absolument cruciale pour la gestion à court terme des situations difficiles.

Sensibilité culturelle

Le Mali est un pays à la population diverse ; des connaissances locales et une sensibilité culturelle sont donc requises pour relever ses défis avec efficacité. Rares sont les donateurs ou analystes

internationaux qui comprennent d'autres langues que le français (langue officielle, employée dans le système éducatif) ou, très rarement, le bambara (lingua franca du pays). Les artisans de la paix locaux travaillent dans toutes les langues du Mali et comprennent les craintes et attentes de leurs communautés, ainsi que les mécanismes traditionnellement utilisés pour gérer le conflit.

6.2 Les défis posés aux artisans de la paix locaux

En dépit de leurs avantages, les organisations d'édification de la paix du Mali doivent relever de nombreux défis pour pouvoir gérer les conflits et répondre à la violence de manière efficace.

1. Menaces à la sécurité

Plus fondamentalement, la gestion des conflits est un travail dangereux. Si les intérêts des acteurs à l'origine du conflit sont servis par la violence, des acteurs puissants feront tout pour entraver l'action des artisans de la paix. Plusieurs participants ont indiqué craindre pour leur sécurité personnelle. Certains se sentent plus exposés, car ils ne sont connectés à aucun personnage puissant sur le plan national et n'attendent aucune protection des forces de sécurité.

2. Défis liés aux ressources

Comme l'ont expliqué plusieurs participants, les artisans de la paix locaux ont un objectif: la paix dans leurs communautés. Ils sont donc prêts à agir, quelles que soient les ressources disponibles.

Les ressources financières sont essentielles pour à un travail efficace. Les organisations d'édification de la paix locales n'ont généralement pas accès aux sources de financement potentielles et ne peuvent pas se fier au gouvernement local pour obtenir un appui financier.

Des **ressources humaines** adaptées, avec des personnes compétentes et formées, sont un autre élément indispensable. Rares sont les Maliens ayant suivi une formation formelle à la résolution de conflit ou à la gestion d'ONG, surtout en dehors de Bamako et dans le Nord. Les Maliens qualifiés sont souvent recrutés par des Organisations non gouvernementales internationales (ONGI) ou de grandes organisations comme l'ONU, ou ils s'installent dans la capitale à la recherche d'un emploi mieux rémunéré.

La géographie et le sous-développement du Mali présentent aussi des problèmes d'accès spécifiques causés par l'absence de **système de transport ou de ressources logistiques**. Alors que la majorité du personnel des ONGI et de l'ONU a accès à des véhicules tout-terrain, les organisations locales doivent utiliser les transports en commun ou des motos peu fiables.

Les ressources informationnelles manquent aussi souvent. Alors que les artisans de la paix locaux sont à l'écoute de leurs propres communautés, un grand nombre d'entre eux ont indiqué manquer de moyens fiables de savoir ce qui se passe dans les environs ou au niveau régional. Dans de nombreuses communautés, l'accès limité à l'internet ou à des réseaux de téléphonie mobile fiables oblige à utiliser des méthodes de communication traditionnelles qui peuvent retarder ou entraver l'échange d'informations. De plus, les forces de sécurité locales (nationales ou internationales) ne partagent pas leurs informations sur les attaques, ce qui peut faire naître la rumeur et mener à la désinformation, à la panique ou empêcher les évacuations.

3. Manque de connexion et méfiance

Alors que les organisations de la société civile locales peuvent souvent prétendre avoir le soutien et la confiance des communautés qui les accueillent, une cartographie des acteurs dans l'univers de la paix, de la sécurité et du conflit a révélé que c'est loin d'être le cas.

C'est d'autant plus vrai que **peu d'artisans de la paix locaux ont des liens avec le gouvernement malien** ou les administrations régionales. Rares sont ceux qui comprennent ces institutions. Pour certains, le gouvernement n'est un acteur ni puissant, ni pertinent, et il est inutile de chercher à l'impliquer. D'autres ne savent pas comment l'approcher, et d'autres encore pensent qu'il est hostile à la société civile.

Plusieurs participants ont indiqué un **manque de confiance entre certaines personnalités politiques locales et la société civile**, découlant de la conviction que les ONG représentent une extension d'intérêts personnels ou politiques. Ce problème semble avoir été exacerbé en 2012 par une prolifération de nouvelles ONG, en particulier dans le Nord.

La plupart des participants ont trouvé difficile de **communiquer avec les forces de sécurité nationales**, qui ont généralement refusé de partager des informations importantes sur les conditions de sécurité locales. La méfiance règne entre la société civile et les forces de sécurité, ce qui entrave la communication. Ce décalage se ressent peut-être le plus dans le Nord, où les forces de sécurité ont mauvaise réputation à l'égard du respect des droits de la personne et ont fait l'objet de nombreuses attaques.

Les artisans de la paix locaux ont des **liens distendus avec les donateurs internationaux**, principalement basés dans les ambassades ou missions de Bamako. Il leur est donc difficile d'accéder aux flux de financement mis à la disposition d'ONG nationales plus importantes. Les donateurs donnaient l'impression de rechigner à prendre des risques et à s'impliquer dans des régions plus périphériques ou instables. Ils préfèrent les programmes de grande envergure dans des zones connues.

Enfin, la société civile locale donnait l'impression de **mal communiquer dans son propre secteur**, par manque de structures de coordination locales. Les communications avec les villes et régions environnantes sont rares et les liens avec les réseaux nationaux sont sous-développés.

6.3 Les OSC maliennes et l'État

The mapping by actors involved in Malian peace Un exercice de cartographie des acteurs participant à la paix et à la sécurité au Mali a illustré certaines des difficultés rencontrées par les acteurs de la société civile locaux désireux de contacter des partenaires potentiels dans d'autres secteurs. Comme on pouvait s'y attendre, les plus faciles à contacter étaient les autres acteurs non-étatiques locaux. Les forums nationaux de la société civile, les chefs coutumiers, les administrations communales et, pour certains, les conseils et gouverneurs régionaux étaient relativement faciles à contacter.

En revanche, il était plus difficile d'avoir accès au secteur de la sécurité locale, même si la police semblait plus accessible que l'armée et que le gouvernement national. En effet, peu de participants pensaient que le gouvernement malien et ses politiques avaient un impact sur le travail d'édification de la paix réalisé sur le terrain. Le dialogue était particulièrement difficile avec les forces de sécurité nationales et internationales et les institutions donatrices.

Quand on leur a demandé d'identifier des acteurs avec qui ils aimeraient communiquer, sans succès, les participants ont cité:

Groupes armés

- Les Forces armées nationales maliennes (FAMA) et autres agences de sécurité, en particulier celles

déployées dans les zones locales.

- Les groupes extrémistes ou radicaux, armés ou non, qui ne participent pas au dialogue et aux événements dans les communautés. Les groupes extrémistes régionaux donnaient l'impression d'être les plus difficiles à atteindre.
- Les forces de sécurité internationales comme le MINUSMA (gardiens de la paix de l'ONU) et la force conjointe G5, qui peut organiser des patrouilles ou des déploiements.
- D'autres groupes armés, y compris des groupes de «chasseurs» ou de «défense personnelle» et des séparatistes.

Les participants ont aussi mentionné l'absence des groupes suivants dans leur travail:

- Les donateurs internationaux et partenaires techniques
- Certains politiciens locaux ne souhaitant pas travailler avec les OSC.

Les acteurs qui n'ont pas été mentionnés sont peut-être plus révélateurs. Très peu d'OSC locales pensaient bien comprendre ou étaient en contact avec les acteurs du gouvernement national. Cependant, cela ne semblait pas les inquiéter, si ce n'est dans le contexte des forces de sécurité nationales.

		Secteur		
		Sécurité	Société civile	Gouvernemental
Niveau	International	• MINUSMA • Mission de formation de l'UE • G5 Sahel • Armée française • Groupes armés étrangers	• ONG internationales • Donateurs étrangers non-étatiques • Médias étrangers • OSC régionales (ex: WANEP)	• ONU • Union africaine • ECOWAS • Autres États • Donateurs internationaux
	National	• Forces armées maliennes (FAMA) • Groupes armés rebelles • Ministères de la Défense, de la Sécurité et de l'Intérieur	• Conseil national de la jeunesse • Haut conseil islamique malien (HCIM) • Médias nationaux • Syndicats	• Président • Ministères • Assemblée nationale • Haut Conseil des Collectivités Territoriales • Tribunaux
	Local	• Police régionale • Forces armées déployées sur le terrain • Chasseurs «traditionnels» • Factions rebelles	• OSC locales • Chefs religieux • Communicateurs traditionnels • Groupes de femmes et de jeunes • Médias locaux (radio)	• Gouverneurs • Conseils régionaux • Conseils des communes • Autorités locales • Chefs coutumiers • Justice/tribunaux locaux



7. Conclusions et recommandations

L'aggravation de la crise de la sécurité au Mali au cours des deux dernières années est rarement mentionnée par les médias internationaux. On considère souvent que le conflit malien a été réglé par l'intervention française de janvier 2013 et le déploiement de milliers de gardiens de la paix de l'ONU.

L'aggravation de la crise de la sécurité au Mali au cours des deux dernières années est rarement mentionnée par les médias internationaux. On considère souvent que le conflit malien a été réglé par l'intervention française de janvier 2013 et le déploiement de milliers de gardiens de la paix de l'ONU.

Seuls les actes de violence de groupes proches d'Al-Qaïda contre des Occidentaux à Bamako et d'autres capitales d'Afrique de l'Ouest depuis 2015 ont fait les gros titres. Pourtant, pour des milliers de Maliens, un conflit qui semblait lointain et isolé est devenu une réalité violente. La guerre dans le Nord est devenue plus complexe et la violence s'est répandue dans d'autres régions, notamment dans le Centre.

Les participants à l'atelier Peace Exchange à Bamako en mai 2018 ont été clairs: aucune commune ou communauté malienne ne doit être abandonnée au cours de la construction d'un Mali plus paisible. Des centaines de Maliens ordinaires s'engagent à réaliser un travail extraordinaire dans les communautés pour prévenir et reconnaître les conflits et y répondre, souvent dans des conditions isolées et dangereuses. Ce sont les premiers protecteurs et les premières victimes des conflits.

La première étape fondamentale à tout progrès consiste à reconnaître qu'il n'existe pas de guerre civile unique au Mali. Alors que les efforts pour résoudre le conflit du Nord et entre nordistes et sudistes sont des éléments essentiels d'une stratégie nationale de paix et de réconciliation, ils ne suffisent pas et des solutions complémentaires sont requises. Des efforts décentralisés doivent être réalisés pour répondre à la myriade de conflits locaux qui déstabilisent le Mali et pour redéfinir un contrat efficace entre les peuples et le gouvernement. Les élections de 2018 offrent la chance de démarrer ce chantier et les artisans de la paix doivent être au cœur d'une réponse réellement nationale.

Reconnaissant les avantages uniques des organisations de consolidation de la paix locales et les défis importants auxquels elles font face au Mali, l'atelier Peace Exchange a généré plusieurs recommandations pour les acteurs nationaux et internationaux.

«Si une commune ou province est touchée par la violence, l'ensemble du Mali est touché par la violence.»

Recommandations pour les acteurs nationaux

- **Donner la priorité à l'éducation civique** dans le programme scolaire, en se focalisant sur l'expérience commune des Maliens et un «esprit de paix». L'expérience de l'après-guerre en Côte d'Ivoire donne un exemple de ce type de projet de construction de la nation par le biais de l'école. Ce travail doit comprendre des cours et des formations sur la violence basée sur le sexe.
- **Créer des opportunités d'emploi** dans tout le Mali pour que les jeunes aient accès à un travail productif, constructif et digne. Ce doit être une entreprise nationale, intrinsèque à chaque commune, qu'elle soit touchée par le conflit ou non, pas seulement une réponse à la violence dans certaines régions.
- Concrétiser la politique de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) et **accélérer la réintégration des ex-combattants dans la société**, en récompensant ceux qui choisissent la paix et en soutenant les communautés d'accueil.
- **Garantir la mise en œuvre de la politique nationale de lutte contre l'extrémisme violent** pour dissuader les jeunes Maliens de rejoindre les groupes armés violents, en se focalisant sur le terrain et les résultats pouvant être obtenus par les initiatives des OSC et des communautés.
- **Créer des mécanismes fiables et éprouvés pour le partage d'informations entre les forces de sécurité, la société civile et la population locale.** Ils devraient comprendre des moyens de communication publics adaptés au contexte, que les forces de sécurité peuvent utiliser de façon responsable pour partager des informations sur les menaces et incidents. Ils doivent aussi utiliser des cadres permettant aux citoyens et aux OSC de donner un retour sur la performance de la police et des forces de sécurité.
- **Renforcer les cadres de dialogue entre l'État et les OSC au niveau national, régional et communal.** De tels cadres existent au Mali, en particulier au niveau national et dans le Nord, mais leur utilisation est sporadique et manque d'impact stratégique. Un cadre plus cohérent, renforcé et adapté à toutes les régions est requis pour faciliter un dialogue national utile. Aucune commune, toute paisible qu'elle soit, ne doit être ignorée.
- **Garantir les niveaux légaux de participation des femmes et des jeunes (30 % minimum)** dans les mécanismes de mise en œuvre de l'accord de paix d'Alger et tous les autres processus de paix, et travailler à la parité de la représentation à plus long terme.



Recommandations pour les acteurs internationaux

- **Aller au-delà des actions militaires pour stabiliser le Mali et construire une société et un État plus résilients.** Le Mali doit faire face à un grand nombre de défis de sécurité avec un secteur de sécurité nationale encore faible, mais ses problèmes fondamentaux sont beaucoup plus importants. Ils appellent à une augmentation des ressources pour offrir des réponses en dehors du secteur de la sécurité, comme des investissements dans l'infrastructure et la priorité donnée à l'éducation et à la santé.
- **S'engager à soutenir l'extension et la consolidation progressives d'une présence fonctionnelle de l'État dans toutes les communes du Mali,** pas seulement dans les régions du Nord touchées par le conflit. Il est important de se focaliser sur la qualité et l'impact des structures administratives, sécuritaires et judiciaires de base au niveau local. Les prestataires de services sociaux, dont de santé et d'éducation, ne (re)viendront pas si l'administration reste absente.
- **Faire de la paix et de la réconciliation une priorité nationale, pas seulement dans le Nord ou entre le Nord et le Sud.** Une approche complète de la construction de la paix doit être appliquée dans tout le Mali, en reconnaissant que toute région ou commune exclue de la fourniture de ressources ou d'attention pourrait être la prochaine à être le théâtre d'un conflit violent.
- **Reconnaître que les femmes, les jeunes et les organisations sur le terrain sont des acteurs fondamentaux** de la reconstruction d'un Mali plus paisible partant du terrain. Ils forment la majorité d'une population jeune et toujours largement rurale et représentent l'avenir du Mali. Se focaliser sur les jeunes, qui sont particulièrement vulnérables face au recrutement par les groupes armés, pour empêcher leur marginalisation et leur radicalisation. Cibler les problèmes qui touchent les femmes de manière disproportionnée, comme les violences sexuelles et la précarité économique.
- **Faire l'effort de visiter les régions du Mali pour discuter avec les communautés et la société civile** afin de mieux comprendre leurs contextes politiques, économiques et sociaux. Les informer des procédures à suivre pour obtenir un financement pour le travail d'édification de la paix et comment celui-ci s'intègre (ou non) aux stratégies et priorités des donateurs. La programmation décentralisée comporte des risques, mais ils sont inférieurs à ceux découlant d'un manque de communication avec les acteurs locaux ayant de l'influence sur le terrain.
- **Proposer des formations et des ressources pour renforcer les capacités des organisations d'édification de la paix locales dans tout le Mali.** Les OSC sur le terrain donneront la priorité au développement de ressources humaines locales, mais elles manquent d'accès aux formations pratiques sur la résolution des conflits et la consolidation de la paix.

Organisations participantes

Allô Governance

Est une association qui soutient des initiatives concentrées sur les actions et les visions des jeunes et des femmes. En particulier, elle met l'accent sur la promotion des valeurs de la citoyenneté à travers la sensibilisation, la réconciliation et la cohésion sociale.

L'Association des jeunes contre l'enrôlement dans le terrorisme (AJCET)

Est une organisation locale créée en 2015 qui lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le recrutement des jeunes dans les groupes armés. Elle organise des activités dans cinq régions du Mali, mais son travail se concentre sur Ségou et Mopti.

L'Association pour la promotion de la femme et de l'enfant au Mali (APROFEM)

Travaille principalement sur les problèmes des femmes et des enfants au Mali. Il œuvre pour la paix et la justice sociale dans l'ensemble, tout en mettant l'accent sur les droits de son groupe cible : renforcer sa situation sociale, politique et économique afin d'assurer des moyens de subsistance vraiment durables.

L'Association des femmes pour les initiatives de paix (AFIP)

Est une organisation locale créée en 1998 qui s'attaque aux menaces sur la paix et la sécurité en renforçant les capacités des communautés locales. Pour cela, elle utilise un cadre de développement intégré pour régler les litiges à l'aide du dialogue et de la non-violence.

L'Association d'appui à l'auto développement communautaire (AADeC)

Est une organisation malienne à but non lucratif qui promulgue le développement de communautés inclusives à travers le renforcement des capacités et le plaidoyer aux niveaux local et national. Ses activités sont centrées autour de Mopti, Koulikoro et du district de Bamako.

L'Association Benkadi des Femmes du Secteur V de Kayes (BENKADI)

Est une organisation créée en 2014 qui se concentre sur le renforcement du développement socio-économique et culturel des femmes par des activités rémunératrices, la formation à la gestion d'entreprise et l'hygiène et l'assainissement.

Le Réseau national pour l'éveil démocratique et patriotique (RENEDEP)

Est un réseau qui s'intéresse aux questions de citoyenneté. Il se focalise sur la promotion des responsabilités civiques sur toutes les questions liées à l'intérêt national et au développement. Il travaille avec le gouvernement malien et plusieurs ONG pour promouvoir le développement socioéconomique et le processus démocratique.

Peace One Day Mali

Est une ONG nationale créée en 2011 qui travaille dans l'éducation, la consolidation de la paix, la santé et la nutrition. Leur objectif principal est de favoriser et de renforcer l'apprentissage, le dialogue et la coordination en ce qui concerne les stratégies de développement, la réponse humanitaire et la consolidation de la paix.

REJEFPO

Est une organisation malienne locale créée en 2015 qui promulgue l'autonomisation économique, sociale et politique des jeunes femmes à travers des programmes de leadership pour les femmes et des réseaux de solidarité menés par les femmes et les jeunes. Elle organise des ateliers de renforcement des capacités pour les jeunes femmes de Bamako.

L'initiative recherche-appui au développement (IRAD)

Est un think tank malien qui vise à soutenir un réseau de solidarité pour les groupes vulnérables et marginalisés focalisé sur la cohésion sociale et un développement local durable et participatif.

L'Organisation sauvons l'éducation malienne (CEWA)

Est une organisation locale qui vise à sensibiliser la population au besoin d'améliorer la qualité de l'éducation et de la formation professionnelle au Mali, et à encourager l'éducation des filles et des enfants déplacés par le conflit. Elle mène aussi campagne sur violence basée sur le sexe et la prévention du conflit.

The Tangassane Development Association

(L'Association de développement de Tangassane, ADT) strengthens local capacity and is dedicated to the promotion of a culture of peace and human rights in Mali. It supports local initiatives in a participatory approach, working specifically to target vulnerable groups and marginalised sections of society, including women, children, the poor and victims of the conflict.

TASSAGHT

Ou «lien» en tamasheq, est une organisation d'édification de la paix malienne fondée en 1988. Première organisation nationale basée à Gao, sa vision est celle d'une société responsable et protectrice basée sur les principes de la liberté et de la justice. Historiquement, elle est intervenue dans le Nord du pays, mais elle concentre de plus en plus ses activités à Mopti et Ségou.

L'Association de développement de Tangassane (ADT)

Renforce les capacités locales et se consacre à la promotion d'une culture de la paix et des droits de l'homme au Mali. Il soutient les initiatives locales dans une approche participative, et cible surtout les groupes vulnérables et les sections marginalisées de la société, y compris les femmes, les enfants, les pauvres et les victimes du conflit.

L'Association de la jeunesse de la ville de Yelimane

Met l'accent sur l'autonomisation des jeunes à travers le développement local, afin de faire face à la hausse du taux de chômage, à l'érosion de l'identité culturelle et à la vulnérabilité des jeunes.

The Youth Association for Civic Education

(L'Association des jeunes pour l'éducation civique, AJEC) is a local youth organisation created in 2006 that engages in the promotion of civic education activities with young people of all backgrounds.



L'institut des Etats-Unis pour la paix (United States Institute of Peace) a soutenu financièrement le rassemblement décrit dans ce rapport et le rapport lui-même. Les opinions, les conclusions ou les recommandations présentées dans ce report sont uniquement celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de l'Institut des Etats-Unis pour la paix.



Martha de Jong-Lantink

À propos de Peace Direct

Peace Direct travaille avec les populations locales pour arrêter la violence et construire une paix durable. Nous croyons que les populations locales doivent mener les efforts d'édification de la paix. Ce rapport est le troisième dans une série visant à rassembler les perspectives des communautés sur les conflits violents du monde entier, cela afin de mettre en lumière les capacités et l'expertise locales pour la paix.

Pour un complément d'information sur cette série de rapports, prière de nous contacter.

www.peacedirect.org

www.peaceinsight.org



/peacedirect



/peacedirect



@peacedirect



/peace-direct

